



Centre de Recherche Val de Loire
Site d'Orléans
2163 Avenue de la Pomme de Pin
CS 40001 - Ardon
45075 ORLEANS CEDEX 2

CAHIER DES CHARGES DU CONTRAT

PREVENTIF

DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION

De chaleur

DU SITE DE RECHERCHE INRA VAL DE LOIRE A ARDON

1 – MISSIONS DU PRESTATIRE :

1-1 Entretien préventif :

Le prestataire aura pour objectif le maintien en parfait état de fonctionnement des installations ou appareils du site INRAE d'Orléans de production :

- De chaud

Il devra, en outre, soumettre à l'INRAE toute modification visant à améliorer le fonctionnement, ou le rendement des installations ou appareils. Ces installations, ou appareils, sont répertoriés dans l'annexe jointe.

Un planning annuel devra être fourni spécifiant les dates de visites.

Toute intervention d'entretien et de contrôle devra être consignée sur des fiches.

L'entretien préventif fera l'objet d'un prix forfaitaire annuel par appareils.

Le contrat sera de type : opération d'entretien préventif

1-2 Compétences techniques du prestataire :

Toute installation ou appareil sera considéré dans sa globalité. Il conviendra d'y inclure tous les organes dits "annexes".

Les domaines de compétences du prestataire porteront donc, entre autre, sur les spécialités suivantes :

- thermique
- hydraulique.
- mécanique.
- électrique.
- commandes et contrôles (électrotechnique, électromécanique, électronique, automatisme...).
- Dispositifs de sécurité des appareils.

2 - INTERVENTIONS

2.1. Consommables

Les filtres à air équipant les différents matériels devront obligatoirement être changés au moins une fois par an.

2-2 Dépannage

Dans le cas d'une demande de dépannage par l'INRAE, les pièces changées feront l'objet d'une facture qui précisera pour chaque intervention la date, la référence de l'installation concernée et les pièces détachées mises en œuvre.

Le déplacement sera compris dans le prix.

Cependant, le prestataire devra obligatoirement pour toute intervention établir un devis.
Il n'engagera les travaux qu'après accord d'un responsable INRAE

Le prestataire assurera le dépannage des installations ou appareils décrits à l'annexe tarifaire. Le délai d'intervention ne pourra pas excéder **2 heures pour le chaud après l'appel de l'INRAE**, et sur la plage horaire **08/18 heures les jours ouvrés**.

Les pièces changées dans le cadre de la maintenance ou des dépannages feront l'objet d'une facture qui précisera pour chaque intervention la date, la référence de l'installation concernée et les pièces détachées mises en œuvre.

Cependant, le prestataire devra obligatoirement pour toute intervention établir un devis.

Il n'engagera les travaux qu'après accord avec les responsables INRAE.

Si l'installation ou l'appareil défectueux ne peut être remis en état, le prestataire devra proposer son remplacement, ou sa modification.

Remarque :

L'INRAE se garde la possibilité de faire effectuer les travaux par tout autre prestataire de son choix.

2.3. Retards – insuffisances

Le retard, ou l'insuffisance, sera sanctionné par une pénalité indépendamment de la prestation non effectuée.

La pénalité appliquée sera de 1/100^{ème} du montant annuel du contrat par journée si l'interruption du chauffage en période de chauffe est anormalement interrompue plus de 8 heures consécutives.

2.4. Sous-traitance

Le prestataire pourra sous-traiter les dépannages. Toutefois, dans ce cas, il restera responsable et seul correspondant vis-à-vis de l'INRAE.

3 – RELATIONS PRESTATAIRE - INRAE

3.1. Interlocuteur INRAE.

Les relations techniques entre l'INRAE et le prestataire devront prioritairement s'effectuer avec le responsable travaux du site ou avec les représentants des unités de recherche.

3.2. Réunions techniques

Le prestataire et le responsable travaux INRAE accompagnés d'utilisateurs, se réuniront au minimum 1 fois par an.

3.3. Fournitures

Toutes les dépenses de petites fournitures prévues dans l'offre, seront à charge du prestataire lors **de la visite préventive ainsi que le changement annuel de tous les filtres (suivant liste des matériels)**.

3.4. Fiches d'interventions :

A chaque intervention curative le prestataire devra fournir au responsable INRAE une fiche mentionnant :

- La nature de l'intervention.
- Le nom de l'intervenant.
- La date et la durée de l'intervention.
- Les fournitures mises en œuvre.
- Les résultats des mesures.
- Toute remarque utile au bon fonctionnement de l'installation ou appareil.

Le contenu de ces fiches sera reporté dans des « des cahiers » pour les installations de production de chaud.

IMPORTANT : Afin d'avoir la traçabilité sur les visites préventives, chaque matériel aura sa fiche sur laquelle sera mentionné toutes les mesures prises lors du contrôle. Cette fiche sera remise au responsable INRAE.

3.5. Essais et modification de consignes :

Toute modification de consigne de fonctionnement définitive devra faire l'objet d'une concertation préalable avec les utilisateurs et le responsable INRAE.

Le prestataire devra prendre contact avec le ou les utilisateurs avant tout essai en fonctionnement.

3.6 Accès aux installations

Le prestataire devra se soumettre aux consignes générales et particulières de sécurité sanitaires imposées au sein de l'INRAE (fermeture des portes, bâtiments isolés, locaux contenant des produits toxiques, etc.....).

3.7. Plan de prévention :

L'INRAE et le prestataire s'engagent à respecter les principes généraux de prévention tels que définis par la loi du 31/12/1991 et à rédiger et signer conjointement un plan de prévention en application du décret n° 92-158 du 20/02/1992.

3.8. Confidentialité :

Eu égard à la nature des travaux de recherche conduits par l'INRAE, le prestataire et ses subordonnés sont tenus à une obligation de réserve et de confidentialité, pour toute information dont ils pourraient avoir connaissance, de façon fortuite ou volontaire, lors de l'accomplissement des missions confiées dans le cadre du présent contrat.

4 – NATURE DES INSTALLATIONS

4.1. Chaud :

D'une façon générale, l'intégralité de toute installation ou appareil de production de chaud utilisant ci-nécessaire comme :

Source d'énergie le gaz, notamment :

- Chaudières
- Générateurs d'air, aérothermes.

Source d'énergie l'électricité, notamment :

- Convecteurs, ventilo convecteurs
- Ventilateurs, extracteurs.

Le prestataire devra la vérification du réseau de gaz (fuite) entre la vanne extérieure du bâtiment et le récepteur.

FREQUENCES MINIMALES DE CONTROLES :

Installations ou appareils de chauffage : suivant la liste des matériels

NATURE DES INTERVENTIONS :

Les prestations d'exploitation seront de type **P2**.

Remarque : Le prestataire devra dans sa mission prévoir la vérification annuelle des disconnecteurs ainsi que la pression dans les vases d'expansion (voir liste des matériels).

5 – DUREE DU CONTRAT – REVISION DES PRIX

5.1. Durée du contrat

Le contrat sera conclu pour une durée d'une année à compter du **1 juin 2024**. Chaque année, il sera renouvelé par tacite reconduction sans pouvoir excéder la durée de **3 ans**.

Si le prestataire ou l'INRAE, ne souhaite pas renouveler le contrat, il doit en être informer par lettre recommandée avec accusé de réception postal au moins trois mois avant le terme de la période en cours.

5.2. Prix des prestations

Au titre du présent contrat, les parties conviendront du coût de la redevance annuelle des prestations pour la maintenance préventive des installations et appareils.

La redevance ci-dessus sera assujettie à la TVA au taux en vigueur à la date de la facturation.

Compte tenu de celui en vigueur à la date des conditions économiques.

5.3. Révision des prix :

Le présent contrat sera révisé annuellement à la date anniversaire du contrat.

Le Prestataire adressera à l'INRA au moins 1 mois avant la prise d'effet de la révision le nouveau tarif établi en application de l'indice de révision.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché, sans indemnité, dès lors qu'elle aura constaté une augmentation du tarif supérieure à 3 % par rapport au dernier tarif en vigueur.

6 – FACTURATION

Facturation et règlement

En règlement de cette prestation de service, il sera établi **1** facture mensuelle.

La **première facturation** couvrira la **période du 1 juin 2024 au 30 juin 2024, puis par période mensuelle.**

Les factures doivent impérativement mentionner le numéro de marché mentionné lors de la notification du marché ou le numéro du bon de commande notifié par l'établissement. Pour les marchés à bons de commande, le numéro de marche et le numéro du bon de commande INRAE devront figurer sur la facture transmise.

Le paiement interviendra, après service fait, dans les formes prévues par les règlements de la comptabilité publique.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande, du marché et du lot correspondant, le cas échéant.

L'INRAE se libérera des sommes dues par virement au compte bancaire ou postal ouvert au nom de la Société (joindre un RIB ou RIP).

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur l'Agent Comptable Secondaire de l'INRAE, 37380 NOUZILLY.

Transmission des factures

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- * Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- * Le numéro d'engagement juridique
- * Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- * Le montant HT des prestations ou fournitures
- * Le taux et le montant de la TVA
- * Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les informations nécessaires à la transmission des factures à destination de INRAE-centre Val de Loire, via Chorus Pro, sont mentionnées dans le tableau suivant :

N° SIRET de INRAE – CENTRE VAL DE LOIRE	180 070 039 00870
Code du service concerné à INRAE (facultatif)	FACTURES_PUBLIQUES (548580)
N° DE MARCHE (OBLIGATOIRE)	Communiqué à la notification du marché (exemple : 2021-C32-001)
N° d'engagement juridique (OBLIGATOIRE) (Bon de commande)	Communiqué à la notification du marché ou acceptation du devis (exemple : 0081-21C320011/1)
N° TVA intracommunautaire	FR 57 180 070 039

Lutte contre les retards de paiement

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture dans les formes prescrites, sous réserve de la réalisation des prestations.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

De plus, outre les intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement sera systématiquement versée dès qu'il y aura retard de paiement des sommes dues.

Toute suspension du délai de paiement par l'INRAE sera notifiée au titulaire en précisant les raisons et, le cas échéant, les pièces à fournir. Après régularisation par le titulaire, attestée par tout moyen, un nouveau délai de 30 jours court.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Val de Loire.

7 - LITIGES

Les parties élisant domicile à ARDON, tout litige pouvant naître de l'application du contrat de prestation de service sera de la seule compétence du **Tribunal Administratif d'Orléans**.

Date, cachet de l'entreprise, et signature